



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE SINGAPOUR

N° 44 (2021)

Faits saillants

- ❖ Région : rebond de l'activité manufacturière en octobre
- ❖ Indonésie : croissance de 3,5% au T3 en g.a.
- ❖ Philippines : 4,25 millions de sans emploi

Région

Rebond de l'indice PMI manufacturier

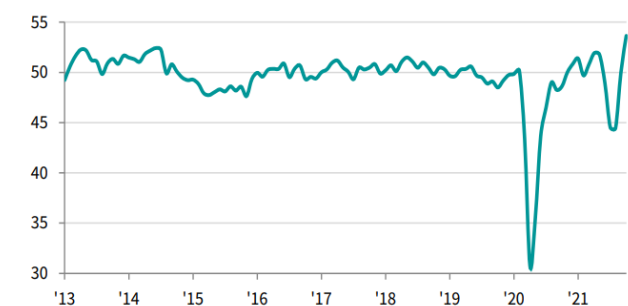
L'indice PMI manufacturier révèle une nette progression du secteur manufacturier pour le mois d'octobre, atteignant le niveau de 53,6 contre 50 en septembre dernier. C'est la plus forte progression enregistrée en un mois depuis la création de l'enquête en 2012 et la première fois, depuis mai dernier, que l'indice repasse dans le vert, au-dessus du seuil de 50. L'Indonésie mène la reprise (57,2), suivie par Singapour (54,5), la Malaisie (52,2), le Vietnam (52,1), les Philippines (51) et la Thaïlande (50,9). La Birmanie est le seul pays affichant une détérioration des conditions en octobre (43,3).

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

35 Md\$

Montant du plan de relance proposé par le MPI vietnamien en 2022-2023, correspondant à 2,9% du PIB

ASEAN Manufacturing PMI
sa, >50 = improvement since previous month



Source: IHS Markit.

La reprise régionale favorable aux marchés actions et devises

Selon une analyse du journal Nikkei, les dernières annonces de réouverture, l'amélioration des taux de vaccination ainsi que les résultats record du commerce extérieur auraient eu un impact positif sur les investissements de portefeuille en ASEAN sur le mois d'octobre. Sur cette période, les devises indonésienne, malaisienne et thaïlandaise se sont ainsi montrées comparativement plus résilientes que les Sud-américaines, s'appréciant de 1,2% en moyenne vis-à-vis du dollar. À la mi-octobre, la monnaie indonésienne approchait 14 000 IDR/USD, soit son plus bas niveau en huit mois. La reprise est également visible sur les marchés actions, l'indice MSCI ASEAN progressant de 4,4% sur le mois d'octobre et atteignant son plus haut niveau depuis février 2020. Selon la banque SMBC Nikko, l'attractivité des marchés sud-est asiatiques serait renforcée par le faible risque d'un resserrement monétaire à court-terme du fait d'une inflation encore relativement maîtrisée dans la zone.

Contribution européenne de 50 M EUR pour la relance verte en Asie du Sud-Est

La Banque asiatique de développement (BAsD) recevra un nouveau financement de l'UE à hauteur de 58 M USD, portant à 904 M EUR la contribution totale de la Team Europe au mécanisme de financement catalytique vert de l'ASEAN (ACGF). Créé à l'initiative du Fonds ASEAN Infrastructure Fund, ce mécanisme a vocation à mobiliser 7 Mds USD pour financer les projets d'infrastructures durables et accélérer la relance verte en Asie du Sud-Est. Cette nouvelle contribution européenne s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique entre l'UE et l'ASEAN, qui se traduit notamment par une coopération sur l'environnement et le changement climatique. Au total, l'ACGF bénéficiera de 665 M USD de financement, avec les engagements du Royaume-Uni (151 M USD), de la banque publique italienne Cassa Depositi e Prestiti (155 M USD) et du Fonds vert pour le climat (300 M USD).

COP26 : l'Indonésie, le Vietnam et Singapour engagés dans la sortie du charbon

Dans le cadre du sommet pour le climat à Glasgow, une coalition de vingt-trois pays, parmi lesquels, l'Indonésie, le Vietnam et Singapour, se sont pour la première fois engagés à se retirer progressivement du charbon d'ici à 2040. Cet engagement implique que ces pays n'investiront dans aucune nouvelle centrale à charbon, que ce soit à l'échelle nationale ou à l'étranger. Cette signature s'est accompagnée de l'annonce d'investissements à hauteur de 2,5 Mds USD via le fonds multilatéral pour le climat (« Climate Investment Funds »), à destination, initialement, de quatre pays : l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et les Philippines. Via ce fonds « Accelerating Coal Transition », les quatre pays, actuellement responsables de 15% des émissions mondiales liées au charbon, seront incités à déclasser ou réaffecter leurs centrales et mines à charbon existantes, au profit de nouvelles opportunités économiques plus durables et de nouveaux programmes de protection sociale. L'Indonésie et les Philippines ont également annoncé des partenariats pionniers avec la Banque asiatique de développement pour soutenir la mise hors service anticipée des centrales au charbon.

Indonésie

Ralentissement de la croissance au T3

La croissance indonésienne a ralenti au T3, atteignant 3,5% en g.a, contre 7,1% au T2, dans un contexte d'effet de base marqué par rapport à 2020. Du point de vue des dépenses, la croissance a été principalement tirée par les exportations de biens et services (+29,2%) tandis que la consommation des ménages (+1,0%, vs +5,9% au T2) a pâti des effets de la situation sanitaire. En effet, entre juillet et septembre, la demande des ménages, qui représente traditionnellement plus de la moitié du PIB, a été fragilisée par la vague épidémique et les restrictions de mouvement qui en ont découlé. Depuis, le nombre de cas a diminué et certaines restrictions ont été relâchées, augurant un soulagement de l'économie au T4. Pour mémoire, le ministère des Finances table sur une croissance de 4% cette année, contre +3,7% pour l'OCDE et +3,2% pour le FMI.

Indice des prix à la production en hausse de 7% g.a. au T3

L'indice des prix à la production, qui mesure les variations de prix des produits « départ usine », enregistre une augmentation combinée de 7,3% en glissement annuel pour les secteurs de l'agriculture, de l'extraction minière et des industries de transformation. L'augmentation de l'indice atteint 47,8% dans le secteur de l'extraction minière, 4,7% pour l'agriculture, 3,1% pour l'industrie manufacturière et les services éducatifs, et 2% pour les services de santé. La hausse reste modérée dans les secteurs du transport de personnes (1,6%), la gestion de l'eau (1,3%), et dans l'hôtellerie et la restauration (0,7%). Les secteurs de la distribution du gaz et de l'électricité enregistrent une diminution des prix de 0,1%.

15 Mds USD d'investissements directs au T3, en baisse par rapport au T2

Selon un rapport du ministère de l'Investissement, qui exclut les secteurs de la finance, de l'extraction pétrolière et gazière et les MPME, les investissements ont atteint 216 700 Mds IDR (soit 15,2 Mds USD) au T3, soit une diminution de 2,8% par rapport au T2-2021 et une augmentation en glissement annuel de 3,7%. L'investissement domestique atteint 113 500 Mds IDR (+10,3% en g.a.), soit 7,9 Mds USD. Les flux d'investissements directs étrangers atteignent 103 200 Mds IDR (-2,7% en g.a.), soit 7,2 Mds USD et 47,6% de l'investissement total. Les IDE s'orientent principalement vers la métallurgie et l'industrie de l'équipement (20,9%), l'industrie minière (12,6%), le transport, le stockage, et les télécommunications (8,7%), l'agroalimentaire (7,3%) et la construction immobilière (7,2%). Les flux d'IDE sont principalement captés par les provinces de Java occidentale (17,1%), de Sulawesi central (9,6%), du territoire spécial de Jakarta (9,2%), de Banten (8,6%) et de Riau (6,9%). Au T3, les principaux investisseurs étrangers sont Singapour (2,6 Mds USD), la Chine (1,5 Md USD, dont 0,9 Md USD pour Hong Kong), le Japon (0,7 Md USD), et les Etats-Unis (0,5 Md USD).

Acquisition du chinois Best Express par le géant de la logistique J&T Express

L'entreprise de logistique et de livraison de colis J&T Express, fondée en Indonésie par les entrepreneurs chinois Jet Lee et Tony Chen, a annoncé l'acquisition de son rival chinois Best Express pour 6,8 Mds CNY (1,1 Md USD). L'opération, qui devrait s'achever d'ici la fin du T1-2022, permettra notamment à J&T Express de sécuriser ses chaînes d'approvisionnement en Chine, dans un contexte de forte croissance du secteur de la vente en ligne en Indonésie. Selon CBInsight, la valeur de J&T Express était estimée à 7,8 Mds USD en août 2021, avant l'acquisition de Best Express. L'entreprise indonésienne prévoit une introduction en bourse d'ici la fin de l'année, et espère lever d'ici là 2 à 2,5 Mds USD au cours d'une première phase pré-offre publique initiale.

Malaisie

Un budget 2022 visant à rassurer le plus grand nombre

Le projet de budget pour 2022 a été établi sur les hypothèses d'une croissance de 6,5% du PIB et d'un baril à 67 USD. Il prévoit des dépenses de 332 Mds MYR (80 Mds USD, un niveau record) pour des recettes de 234 Mds MYR (56 Mds USD)... couvrant à peine les dépenses de fonctionnement. Du coup, il est proposé de porter le plafond d'endettement public statutaire à 65% du PIB. Les dépenses de fonctionnement se montent à 235,5 Mds MYR, contre 75,6 Mds MYR pour les dépenses d'investissement (+22%, mais sans qu'il soit fait état de nouveaux projets d'infrastructure) et les fonds destinés à la lutte contre le COVID à 23 Mds MYR (-41%). Faute de mesures suffisantes pour les accroître, les recettes budgétaires continuent à diminuer par rapport au PIB (14,3%, contre 14,6% en 2021 et 15,9% en 2020). On relève que l'impôt sur les sociétés sera porté, mesure limitée à 2022, de 24 à 33% pour les sociétés ayant réalisé des bénéfices imposables de plus de 100 M MYR et que l'exemption fiscale accordée aux bénéfices réalisés à l'étranger doit être levée. D'autres mesures destinées à assurer une augmentation notable des recettes fiscales pourraient être présentées courant 2022 : Fiscal Responsibility Act, mise en œuvre d'un numéro d'identification des contribuables, exigence d'un certificat fiscal pour participer aux appels d'offres publics... Le fait que 2022 sera probablement une année électorale rend toutefois difficile toute réelle réforme fiscale.

Maintien du taux directeur à 1,75% par la banque centrale

Le comité de politique monétaire de la banque centrale, à l'issue de sa dernière réunion pour 2021, a décidé de maintenir son taux directeur au niveau historiquement bas de 1,75%, en place depuis juillet 2020. La Banque considère que la reprise des activités industrielles à la suite de la levée des mesures de confinement à partir de juin constitue un élément positif, mais que des risques perdurent concernant la demande externe du fait des difficultés des chaînes d'approvisionnement, de la hausse du prix de l'énergie et des matières premières, et d'une possible nouvelle aggravation de la situation sanitaire.

Optimisme du secteur industriel

L'indice des directeurs d'achat du secteur industriel (IHS Markit Malaysia Manufacturing Purchasing Manager's Index, PMI) atteint 52,2 en octobre (48,1 en septembre), son niveau le plus haut depuis avril dernier. En dépit des difficultés persistantes dans les chaînes d'approvisionnement, les industriels ont enregistré au cours du dernier mois la plus forte progression des nouvelles commandes depuis avril et la première augmentation de la production depuis 6 mois.

Singapour

Réflexion en cours sur la fiscalité suite à l'accord du G20 pour une taxe minimum mondiale

Le Premier ministre a déclaré que Singapour allait envisager une modification de sa fiscalité, dans le sillage de la réforme de la taxation internationale approuvée par le G20. Le samedi 30 octobre, les dirigeants du G20 ont approuvé un accord incluant une taxe minimum mondiale destinée à dissuader les grandes entreprises de dissimuler leurs profits dans les paradis fiscaux. Les multinationales seront ainsi soumises à un impôt minimum de 15% sur l'ensemble de leurs activités à partir de 2023. La cité-Etat devrait donc être amenée à repenser ses régimes fiscaux et mécanismes d'incitation, lesquels conduisent à un taux d'imposition effectif inférieur au taux légal de 17%.

Vers une année record pour les levées de fonds de FinTechs à Singapour

Entre 2020 et 2021, la valeur des levées de fonds dans le secteur de la FinTech à Singapour a été multipliée par 2,5, selon *BCG FinTech Control Tower*. Au T3-2021, 1,9 Md SGD (1,4 Md USD) a été levé au total, par la société d'IA Advance Intelligence Group (556 M SGD), la plateforme numérique de paiement transfrontalier Nium (278 M SGD), la plateforme d'investissement crypto Matrixport (139 M SGD), l'assureur en ligne IARD Bolttech (292 M SGD) et la plateforme de négociation de devises transfrontalière M-Daq (205 M SGD).

Vietnam

Redressement de la confiance dans l'industrie après quatre mois de recul

L'Indice des directeurs d'achat du Vietnam (PMI-Purchasing Managers Index) a franchi la barre des 50 points en octobre avec 52,1 points, contre 40,2 points en septembre, selon IHS Markit, ce qui signifie que le secteur manufacturier se redresse progressivement après 4 mois de recul. Grâce à l'assouplissement des mesures de confinement contre l'épidémie de Covid-19, des entreprises peuvent redémarrer leurs activités en octobre, d'autres augmentent leur production en réponse à la hausse des nouvelles commandes. La confiance des entreprises s'est aussi nettement améliorée en octobre. En revanche, les entreprises doivent faire face au manque de travailleurs, à la rupture des chaînes d'approvisionnement et à la hausse des prix des matières premières.

Proposition d'un plan de relance économique pour 2022-2023

Le ministère du Plan et de l'Investissement (MPI) vient de proposer un plan de relance économique en période 2022-2023 d'un montant de 35 Mds USD (2,9% du PIB), soit trois fois plus élevé que les paquets de soutien du gouvernement mis en place en 2021. Ce plan comprend 4 programmes : (1) le programme de réouverture de l'économie liée à la prévention et la lutte contre le Covid-19 ; (2) le programme de sécurité sociale et d'emploi ; (3) le programme de relance des entreprises, des coopératives et des entreprises familiales et (4) le programme de développement d'infrastructures et de déblocage des ressources sociales pour les investissements de développement. Ce plan sera alimenté notamment par des économies budgétaires, l'émission d'obligations d'Etat et des prêts auprès d'institutions financières internationales (BM, FMI, BAD).

Hausse de la production industrielle et dynamisme des échanges extérieurs

Selon le Département général des Statistiques, après un mois de « nouvelle normalité », l'indice de la production industrielle (IPI) a augmenté de 6,9% en octobre par rapport à septembre. Au cours des 10 premiers mois de l'année, l'IPI a connu une hausse de 3,3% par rapport à la même période de 2020. Les ventes de détail de marchandises et de services enregistrent une baisse de 8,6% en glissement annuel (g.a.) et les échanges extérieurs restent toujours dynamiques avec une hausse des exportations de 16,6% (en g.a.) et des importations de 28,2% (en g.a.). Les investissements directs étrangers, quant à eux, ont atteint 23,7 Mds USD, chiffre en hausse de 1,1% par rapport à la même période de 2020.

Participation du Premier ministre à la COP26

Le Premier ministre Pham Minh Chinh a participé à la 26^{ème} Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26), tenue le 1^{er} novembre à Glasgow. Dans son discours, le Premier ministre a affirmé que le Vietnam prendrait des mesures plus énergiques pour parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050. Il a appelé tous les pays à prendre des engagements forts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sur la base d'une « responsabilité commune mais différenciée ». Il a exhorté les pays développés à mettre en œuvre leurs engagements financiers et à en prendre de plus ambitieux pour après 2025. Le Vietnam souhaite renforcer la coopération avec les partenaires internationaux dans le cadre des programmes et projets de développement durable.

Entretien entre le Premier ministre vietnamien et son homologue français

Le Premier ministre Pham Minh Chinh, en visite en France du 3 au 5 novembre, s'est entretenu hier avec son homologue français Jean Castex. Parmi de nombreux sujets échangés, les deux Premiers ministres ont convenu de mettre en œuvre de façon efficace l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Vietnam (EVFTA) et d'accélérer la ratification de l'accord de protection des investissements entre l'UE et le Vietnam. Jean Castex a déclaré que la France fournirait au Vietnam 970 000 doses supplémentaires de vaccins COVID via le Mécanisme COVAX et 400 000 doses de vaccins via des canaux bilatéraux, portant le nombre de vaccins accordés au Vietnam à plus de 2 M de doses.

Thaïlande

COP 26 : objectif de neutralité carbone d'ici 2050

Lors de la COP 26, le Premier ministre (PM) a annoncé l'objectif pour la Thaïlande d'être neutre en carbone d'ici 2050 et d'atteindre des émissions nulles de gaz à effet de serre d'ici 2065. Le pays s'efforcera de réduire ses émissions carbone de 40% d'ici à 2030 avec le soutien de la communauté internationale. Pour mémoire, le PM a approuvé fin août un nouveau plan national en matière d'énergie qui se fixait pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2065-70 grâce au développement massif des énergies renouvelables (objectif de propulser la part des énergies renouvelables à hauteur de 50% minimum du mix électrique). En 2020, le mix électrique de la Thaïlande est composé à 84% d'énergies fossiles dont 65% de gaz, et à 14% de renouvelables dont 9% de biomasse et 3% de solaire.

Bangkok parmi les grandes villes mondiales favorisant le travail à distance

Selon une étude du cabinet allemand en ressources humaines Workmotion, Bangkok fait aujourd'hui partie de la liste des 80 villes mondiales facilitant le travail à distance. Toutefois, la capitale thaïlandaise n'occupe pour l'instant que le 68^{ème} rang du classement en raison du caractère encore très contraignant des règles relatives à l'emploi en Thaïlande comparé à d'autres pays, notamment en Asie-Pacifique dont certaines capitales occupent les premières places du classement : Melbourne (1^{ère}), Sydney (3^{ème}), Wellington (4^{ème}) et Singapour (9^{ème}). Dans le cadre de sa politique visant à attirer les investisseurs étrangers et à soutenir la consommation domestique, le gouvernement thaïlandais a décidé de mettre en œuvre un programme appelé Long Term Residents (LTR) pour notamment simplifier les contraintes d'immigration et faire du pays une destination attractive pour les professionnels étrangers qualifiés souhaitant travailler à distance depuis la Thaïlande (les nomades numériques notamment).

Emissions obligataires du ministère des Finances

Le ministère des Finances s'apprête à émettre pour 80 Mds THB (2,4 Mds USD) d'obligations (« saving bonds ») le 15 novembre prochain afin de financer le déficit budgétaire, attendu à 700 Mds THB (18 Mds USD) pour l'année fiscale 2022. Dans la même logique, il envisage de vendre 70 Mds THB d'obligations supplémentaires au mois de mai de l'année prochaine. Le programme d'endettement public sur l'année est fixé à 1200 Mds THB (31 Mds USD). Dans ce contexte, la dette publique devrait atteindre 62% du PIB d'ici la fin de l'année fiscale (fin septembre) contre 58% un an plus tôt.

Philippines

Plus haut niveau de la confiance dans l'industrie depuis mars 2021

Au mois d'octobre 2021, la confiance dans le secteur manufacturier des Philippines a atteint son niveau le plus haut en sept mois alors que les nouvelles commandes se sont stabilisées et que la confiance des entreprises s'est légèrement améliorée avec le passage à un confinement granulaire de niveau 3 dans la capitale. L'indice PMI (Purchasing Managers' Index) manufacturier des Philippines a grimpé à 51 le mois dernier contre 50,9 en septembre.

4,25 millions de Philippins sans emploi au mois de septembre

D'après l'Autorité philippine des statistiques (PSA), au mois de septembre 2021, 4,25 millions de travailleurs sont sans emploi, contre 3,88 millions en août. Le taux de chômage s'établit à 8,9% au mois de septembre, contre 8,1% le mois précédent, atteignant son niveau le plus haut depuis un an (4,57 millions de sans emploi soit 10% de chômage au mois de juillet 2020). De meilleurs chiffres peuvent être attendus pour le mois d'octobre, la région métropolitaine de Manille étant passé d'un confinement granulaire de niveau 4 (le deuxième niveau le plus strict) au mois de septembre, au niveau 3 actuellement.

Valorisation de 2 Mds atteinte par la Fintech philippine Mynt

Le 26 octobre dernier, Mynt, la fintech philippine soutenue par Ant Group et propriétaire du célèbre portefeuille numérique GCash, a déclaré avoir levé plus de 300 M USD auprès d'anciens et nouveaux investisseurs (notamment le fonds américain Warburg Pincus et la société de capital-risque Insight Partners). Cela représente sa plus importante levée de fonds, valorisant la société à plus de 2 Mds USD et rappelant au passage son statut d'unique licorne (startup dont la valorisation est supérieure à 1 Md USD) aux Philippines.

Cambodge

Soutien de la France à la restauration d'un système d'irrigation

L'Agence Française de Développement, a de nouveau accordé un prêt concessionnel et une subvention pour la réhabilitation de systèmes d'irrigation. Deux conventions de financement ont été signées à cet effet. Le premier accord, d'un montant de 20 M EUR, est un prêt concessionnel visant à financer en urgence la restauration de systèmes d'irrigation endommagés par les inondations d'octobre 2020 dans les provinces de Battambang et Banteay Meanchey. Le second accord porte sur une subvention de 300 000 EUR qui servira au financement de l'étude de faisabilité du projet de restauration et de gestion de la rivière Svay Chek dans la province de Banteay Meanchey.

Soutien français pour le renforcement du secteur aérien

Un financement FEXTE de 450 000 EUR provenant de la DG Trésor pour une assistance technique sur la sécurité des aéroports a été signé mardi 2 novembre par le SSCA avec la DGAC française et l'AFD. Ce projet, qui sera mis en œuvre par la Direction générale de l'Aviation civile française (DGAC), vise à renforcer la capacité de l'administration de l'aviation civile cambodgienne sur les sujets de gouvernance, de sécurité et de développement durable. Avant la chute drastique entraînée par la crise de Covid-19, le trafic aérien au Cambodge avait connu une croissance impressionnante, avec un trafic supérieur à 10 M de passagers sur les 3 aéroports internationaux en 2019. Le secteur touristique étant en train de redémarrer, une reprise de l'activité aérienne est attendue, ce qui rend nécessaire une vigilance accrue en matière de sécurité.

Laos

Près de 200 M USD de recettes attendues en 2022 du fait de l'exploitation et du commerce du bitcoin.

Le projet de loi de finances 2022 présenté par le ministre des Finances à l'Assemblée Nationale le 1^{er} novembre prévoit une augmentation des recettes de 3 754 Mds LAK (environ 363 M USD) par rapport à 2021, dont 2 000 Mds LAK (environ 193 M USD) seraient obtenus de l'extraction et du commerce de Bitcoin. Les recettes totales pour 2022 devraient atteindre 28 963 Mds LAK (environ 2,8 Mds USD) et les aides non remboursables en provenance de l'étranger 2 460 Mds LAK (environ 238 M USD, soit environ 1% du PIB), tandis que les dépenses devraient atteindre 34 595 Mds LAK (environ 3,3 Mds USD).

Mise en place par la banque centrale de mesures de contrôle des taux de change

La Banque de la RDP lao (BOL) souhaite mieux contrôler les taux de change suite à l'appréciation de plusieurs devises étrangères et la hausse du prix des matières premières. La BOL a ainsi signé un accord de coopération avec la plupart des bureaux de change, qui sont devenus des représentants de la Banque (419 des 550 bureaux de change sont déjà inscrits). Bien que les échanges commerciaux aient été excédentaires au cours des 9 premiers mois de l'année, le Laos connaît un déficit sur le échanges de services, entraînant des sorties de devises estimées à 34 M USD environ chaque mois.

Birmanie

Limitation par la banque centrale des opérations en cash

La Banque centrale birmane (CBM) a publié une directive limitant à 20 M MMK (~11 500 USD) les paiements en espèces. Pour les montants supérieurs à ce seuil, le client pourra soit régler l'intégralité par voie bancaire soit payer la somme de 20 M MMK en cash et demander à sa banque, facture à l'appui, de virer le complément au vendeur.

Échec partiel d'un appel d'offres dans le secteur de l'énergie solaire

Un appel d'offres lancé, au mois de mai et dont l'adjudication a été reportée à plusieurs reprises, vient de connaître une issue en demi-teinte. En effet, alors que 40 entreprises avaient émis une marque d'intérêt pour équiper et opérer 12 unités de production d'énergie solaire, seules six entreprises ont remis des offres. Parmi celles-ci, quatre d'entre elles sont réputées avoir des liens direct ou indirects avec l'armée.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Eva THACH, Raphaël BADR

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication



Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtrésor.gouv.fr ; eva.thach@dgtrésor.gouv.fr